

REGARDS

LIBÉRALISATIONS

# Drôle de guerre

David Wagner

**Le parlement a finalement adopté la loi libéralisant les réseaux communaux d'énergie. Désormais, c'est aux communes de voir si elles franchiront le Rubicon.**

Après une manifestation mardi, une grève préventive le lendemain ainsi que le vote, le même jour, par la Chambre des député-e-s, du projet de loi « sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz », la semaine passée a été particulièrement mouvementée. Cette loi permet aux communes de transférer la gestion des réseaux d'énergie à des sociétés privées. Si actuellement déjà, la législation européenne a libéralisé la production et la fourniture de l'énergie, ce n'est pas le cas de la gestion - c'est-à-dire de l'entretien des réseaux de l'électricité et du gaz. Pourtant, sous prétexte de mieux faire face à la concurrence, la majorité CSV-LSAP, soutenue par le DP et les Verts (qui gouvernent ensemble la capitale, directement visée par le projet de loi) a pris les devants en votant cette loi.

L'adoption du texte a été rocambolesque. Le vote du texte, qui avait déjà été renvoyé en commission en avril de cette année - sous la législature précédente - ne s'est pas fait sans remous, comme ont pu le constater cette semaine les personnes de passage dans le centre-ville de Luxembourg.

Mardi déjà, l'ouverture de la première séance de la législature a débuté avec une intervention des députés Gast Gibéryen (ADR) et André Hoffmann (déi Lénk) qui ont demandé de retirer de l'ordre du jour le projet de loi, car celui-ci n'avait pas encore été débattu en commission parlementaire. A entendre un grand nombre de commentaires de députés, leur méconnaissance du projet est flagrante, une séance en commission supplémentaire n'aurait donc pas été superflue. Finalement, les chefs des fractions du CSV, LSAP, DP et Verts ont tous estimé que cette requête était superflue.

Parallèlement, plusieurs centaines de syndicalistes de la Fédération générale des fonctionnaires communaux (FGFC, proche de la CGFP), de la FNCTTFEL, du LCGB, du NVGL (le syndicat « neutre » de la ville de Luxembourg) et de l'OGBL, manifestaient devant le parlement. A l'annonce par Justin Turpel, coordinateur de l'action syndicale et vice-président de la FNCTTFEL, que le bourgmestre de la capitale Paul Helminger (DP) venait de signer une ordonnance rendant illégale la grève préventive prévue pour mercredi, les syndicalistes ont unanimement bravé l'épreuve de force peu habile imposée par la majorité échevinale.

Il n'empêche : la manifestation de mardi n'a pas été exempte de cocaseries toutes luxembourgeoises. Ainsi a-t-on pu assister un moment à l'arri-

